Les loups dans l'espace public français: petite leçon de vivre ensemble… ou non

2009-01-01 10:01:19 Antoine Doré

Un peu plus d'un demi-siècle après leur disparition complète, les loups réapparaissent sur le territoire français au début des années 1990. Depuis lors, les paroles se sont amplifiées, propagées et ont pris très vite les tournures d'une véritable dispute publique dans laquelle se sont vus enrôlés un nombre considérable de personnes, mais aussi d'objets, d'animaux, de lieux, d'événements... Une véritable politique de gestion des loups s'est alors établie pour tenter d'organiser un dialogue où la question du vivre ensemble constitue la trame principale. On se souvient par exemple, en 2003, de l'enquête parlementaire sur les conditions de la présence des loups en France qui a fait couler beaucoup d'encre(1). Plus de quinze années se sont maintenant écoulées depuis le retour de ces animaux et, malgré les efforts dans la recherche de compromis, la situation reste conflictuelle. De notre point de vue, les formes du dialogue et les mécanismes de problématisation qu'elles engendrent constituent un des points névralgiques de ce dossier.



Alexandre Duret-Lutz, *Parc de la Vallée-aux-loups*, 2007

Certains droits réservés.

Le retour des loups a déclenché des turbulences et des débats sur les conditions mêmes de leur réapparition dans les Alpes françaises. Si la thèse d'un retour naturel par l'Italie est globalement acceptée, un certain nombre de personnes - issues en particulier du monde de l'élevage - continuent de croire à une réintroduction intentionnelle réalisée par certains lycophiles. Dans son article *Controversial origins: a story of wolves, conspiracy, black helicopters and things that go bump in the night*, John D. C. Linnell(2) montre bien comment des débats et des suspicions analogues sur le retour naturel ou non des loups se développent également dans d'autres régions européennes de colonisation de l'animal comme l'ouest de la Finlande, ou la province espagnole de Madrid.

En mai 1993, le magazine Terre Sauvage annonce en une «Bienvenue au loup. Il revient en France». Malgré leur grande discrétion de départ, les loups ont suffisamment de «charisme» pour que les rares indices de leur présence soient rapidement transmis et amplifiés dans l'espace public. Puis, petit à petit, ils cessent d'être discrets et, tout en restant le plus souvent invisibles, ils laissent de plus en plus de traces dans des mondes qu'ils ébranlent et déforment en devenant l'objet d'une multitude de questions: Qui sont-ils?, D'où viennent-ils?, Combien sont-ils?, Que veulent-ils?, Que valent-ils?, Que nous coûtent-ils?, Comment les accueillir?, Comment les protéger?, Comment s'en protéger?, etc. Autant d'interrogations tumultueuses posant toujours en arrière fond la question plus générale de la coexistence ou de la cohabitation des hommes et des loups. Ces concepts de cohabitation et de coexistence hommes/prédateurs, avec ceux de représentations sociales, de perceptions et d'acceptabilité sociale du prédateur, sont devenus et restent encore les leitmotivs des programmes de gestion des loups. Pourtant, si ces concepts semblent pour beaucoup s'imposer et constituer la réponse «clé en main» à l'analyse des enjeux sociaux de la gestion de la biodiversité en général, les travaux que nous menons plus spécifiquement sur la question des loups nous amènent à penser qu'ils sont porteurs de présupposés forts, pesant sur les formes et la dynamique des débats(3).

Des loups ou des fantômes?!

Si les loups font beaucoup parler d'eux, très peu de ceux qui en parlent en ont eu un jour une expérience

directe. La référence au petit Chaperon rouge ou à d'autres contes et légendes semble être un point de passage obligé pour comprendre les relations entre les hommes et les loups! Le sociologue est alors convoqué pour analyser les *modes de perception* et les *systèmes de représentations sociales* de l'animal qui fourniront les clés de compréhension des logiques d'acteurs en présence. Ainsi, en forçant un peu le trait, on obtient d'un côté des comportements lycophobes s'expliquant par les «représentations archaïques et moyenâgeuses» issues d'images négatives véhiculées par les contes et légendes, et de l'autre des comportements lycophiles trouvant leurs explications dans un «mythe urbain de la nature retrouvée». Toute relation concrète à l'animal est alors gommée ou considérée comme superficielle et les loups finissent par devenir des fantômes dans l'esprit des acteurs.

Les rapports aux loups ne peuvent être réduits aux seules représentations sociales que les acteurs en ont. Car s'il est vrai que les expériences directes avec l'animal sont rares, les expériences concrètes le sont beaucoup moins. Les loups français sont des animaux récalcitrants qui semblent éviter tout contact avec les humains. Ils se laissent rarement observer et ne déposent que peu de traces sur leurs passages. Pourtant leur résistance est mise à l'épreuve d'un certain nombre d'expériences concrètes qui donnent, malgré tout, une existence et des prises objectives sur lui. Pister les traces dans la neige, poser des filets de protection pour limiter les attaques de troupeaux, faire l'analyse génétique de leurs fèces, accompagner un groupe de touristes sur le territoire d'une meute, instruire les dossiers d'indemnisation des brebis tuées par les loups, assister à une soirée débat sur la protection des grands carnivores, être poursuivi en justice pour destruction d'une espèce protégée… autant d'exemples d'expériences concrètes qui nous racontent qui sont ces loups aux prises avec des humains et qui sont ces humains aux prises avec des loups.

Les notions de perception ou de représentation sociale, telles quelles sont souvent mobilisées pour la gestion des problèmes liés aux loups, obscurcissent le débat en mettant en avant les relations abstraites à l'animal aux dépens des relations concrètes. Ainsi, les discours et les comportements perdent leur valeur intrinsèque en devenant finalement le symptôme d'une représentation sociale implicite. Sans remettre en cause totalement l'intérêt de ces notions dans l'analyse des problèmes et des controverses liées à la gestion de la biodiversité, il apparaît néanmoins nécessaire d'une part de mieux considérer leurs effets propres sur les politiques de gestion et d'autre part de remettre les pratiques et les expériences concrètes des acteurs au cœur des analyses et des débats.

Poser autrement la question de la coexistence ou de la cohabitation pour se donner les chances de vivre ensemble… ou de ne pas vivre ensemble

Avec l'arrivée des loups, des préoccupations diverses, portant sur la place à leur accorder, émergent. Mais personne ne s'arrête aux problèmes de la coexistence et de la cohabitation entre des hommes et les loups. Les disputes se propagent et les questionnements débordent: la coexistence des loups et du gibier, la cohabitation entre les chiens de protection de troupeaux et les touristes, l'alliance des associations de protection des milieux naturels avec les associations de défense des droits des animaux, la discorde entre les éleveurs ovins de plaine et les éleveurs ovins de montagne… C'est en fait la question plus générale du «vivre ensemble» qui agite les collectifs d'humains et de non-humains qui se forment et se déforment autour des loups.

Mais vivre ensemble ne va pas de soi et chacun des acteurs de la mise en politique des loups a sa propre conception de la question et tente de définir et d'imposer ses propres réponses. Sur le terrain, la théorie du «vivre ensemble» vue comme principe philosophique commun n'est donc qu'une option parmi d'autres. Cette question ne se résume pas au problème du «comment vivre ensemble?» qui supposerait l'existence d'une volonté partagée de vivre ensemble. Elle pose avant tout le problème du «voulons-nous vivre ensemble?, et dans quelle mesure sommes-nous prêts à vivre ensemble?». Car on ne vit pas ensemble pour vivre ensemble… Vivre ensemble c'est avant tout vivre ensemble *quelque chose*, vivre ensemble une histoire. Cette question ne peut donc pas être posée sans s'intéresser à la question de la définition de ce «quelque chose». En effet, c'est ce «quelque chose» qui est à l'origine d'une histoire commune dans laquelle les acteurs ne peuvent se reconnaître mutuellement pour constituer l'*ensemble* d'un *vivre ensemble* qui ne se résume plus à une articulation binaire entre des hommes d'un côté et des loups de l'autre.

Problématiser la question sous l'angle de la coexistence et/ou de la cohabitation des hommes et des loups engendre une conception bipolaire des conflits de nature. Cette conception ne nous paraît pas rendre compte de ce que nous observons sur le terrain puisque c'est moins la cohabitation de telle personne avec tel animal qui posera problème que la cohabitation ou le refus de cohabitation de telle

personne avec telle autre au vu de la présence de l'animal.

Réinterroger les cadres d'analyse et d'ingénierie sociale des projets de conservation de la biodiversité

L'usage devenu presque systématique des concepts de représentation sociale, de cohabitation et de coexistence entrave donc, selon nous, les possibilités d'une consistance pragmatique des débats et referme l'éventail des possibles. D'une part ces notions mettent en avant des relations abstraites à l'animal aux dépens des relations concrètes. D'autre part, en proposant une conception bipolaire des conflits de nature, elles ne permettent pas aux acteurs de s'approprier les termes d'un débat pour la définition d'un véritable vivre ensemble… ou non. Il apparaît donc nécessaire de réinterroger les cadres d'analyse et d'ingénierie sociale des projets de conservation de la biodiversité. Un tel travail permettrait de désactiver en partie les automatismes d'usage dont ces cadres font souvent l'objet et qui pèsent sur la forme et la dynamique même des débats.

Notes

(1) Anonyme (Assemblée Nationale), «Rapport de la commission d'enquête sur les conditions de la présence du Loup en France et l'exercice du pastoralisme dans les zones de montagne». Paris, Assemblée Nationale, 2 mai 2003. (2) LINNELL J.D.C., «Controversial origins: a story of wolves, conspiracy, black helicopters and things that go bump in the night», WolfPrint, vol. 21, 2004. (3) Antoine Doré prépare une thèse au Cemagref sur la place de la science et de l'État dans la construction de l'action publique environnementale. Il s'intéresse plus précisément aux questions soulevées par le retour des loups en France. Il est rattaché à l'Université de Liège en Belgique (SEED) et à l'Institut d'Étude Politique de Paris (CSO).